

Recrutement de chargés d'études au secrétariat général du Gouvernement.

OUVERTURE DE CONCOURS

Par arrêté interministériel en date du 25 mars 1970, est autorisée l'ouverture de concours pour le recrutement de trois chargés d'études au secrétariat général du Gouvernement, au cours du deuxième trimestre 1970, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 février 1967 et dans les conditions ci-après :

Concours du premier type : deux postes.

Concours du second type : un poste.

Les langues imposées aux concours visés ci-dessus sont fixées comme suit :

Concours du premier type : allemand, un emploi.

Concours du premier type : tchèque, un emploi.

Concours du second type (droit) : russe, un emploi.

DATES DES CONCOURS

Par arrêté du Premier ministre en date du 26 mars 1970, les dates des concours de chargés d'études ouverts par l'arrêté du 25 mars 1970 sont fixées aux 8 et 9 juin 1970.

Les demandes d'admission aux concours doivent être adressées au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers), 57, rue de Varenne, Paris (7^e), avant le 8 mai 1970, et être accompagnées des pièces suivantes :

1° Une expédition authentique de l'acte de naissance ayant moins de trois mois de date ;

2° Un certificat de nationalité pour les candidats n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ;

3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date (bulletin n° 3) ;

4° Certificats de diplômes ou copies certifiées conformes ;

5° Un certificat médical de non-tuberculose délivré par un médecin phthisiologue assermenté ;

6° Un état signalétique et des services militaires ou copie certifiée conforme ;

7° Une fiche de renseignements ;

8° L'indication du type de concours choisi.

Recrutement d'un documentaliste au secrétariat général du Gouvernement.

OUVERTURE DU CONCOURS

Par arrêté interministériel en date du 25 mars 1970, est autorisée l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'un documentaliste au secrétariat général du Gouvernement au cours du deuxième trimestre 1970.

Ce concours est réservé aux candidats remplissant les conditions énoncées au 1° de l'article 5 du décret n° 62-134 du 31 janvier 1962, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 68-588 du 28 juin 1968.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers, bureau du personnel), hôtel Matignon, 57, rue de Varenne, Paris (7^e).

DATES DU CONCOURS

Par arrêté du Premier ministre en date du 26 mars 1970, les dates du concours de documentaliste ouvert par l'arrêté du 25 mars 1970 sont fixées comme suit :

Concours réservé aux candidats remplissant les conditions énoncées au 1° de l'article 5 du décret n° 62-134 du 31 janvier 1962, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 68-588 du 28 juin 1968 : 1^{er} et 2 juin 1970.

Les épreuves du concours précité auront lieu à Paris.

Les demandes d'admission devront être adressées au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers), 57, rue de Varenne, Paris (7^e), avant le 1^{er} mai 1970, et devront être accompagnées des pièces suivantes :

1° Un extrait de l'acte de naissance ;

2° Une copie certifiée conforme de l'un des diplômes exigés ;

3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

4° Un certificat émanant d'un médecin assermenté attestant que le candidat est physiquement apte à remplir l'emploi auquel il se destine ;

5° Un certificat de nationalité et, si le candidat n'est pas Français de naissance, un certificat établissant que la naturalisation remonte à plus de cinq ans ;

6° Une notice individuelle du modèle réglementaire indiquant les antécédents scolaires, militaires ou civils.

Les candidats qui sollicitent un recul de la limite d'âge doivent produire en outre un état des services militaires ou un certificat attestant qu'ils sont chefs de famille et indiquant le nombre d'enfants à charge.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Institution d'un brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE) sanctionnant les compétences et l'expérience acquises dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Art. 2. — Les conditions d'inscription sont les suivantes :

Avoir au moins dix-neuf ans à la date limite d'inscription ;

Avoir exercé pendant deux ans au moins des activités socio-éducatives présentant un caractère de continuité et certifiées par les employeurs ou organisateurs responsables.

Le candidat doit indiquer les lieux et les dates où il pourra être inspecté dans l'exercice d'activités socio-éducatives.

Art. 3. — Il est créé, dans chaque département, une commission départementale de la promotion socio-éducative (Codepse).

Art. 4. — La commission départementale de la promotion socio-éducative est chargée :

De désigner les missions d'inspection des candidats au brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE) ;

De décerner le BASE, après examen des preuves de l'aptitude du candidat à l'animation socio-éducative telles qu'elles ressortent de son dossier, complété par un rapport d'inspection ;

D'envisager, éventuellement, le mode de perfectionnement des titulaires de ce brevet.

Art. 5. — La commission départementale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Un tiers de représentants du service de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Un tiers de membres des associations de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air agréées par le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Un tiers de personnalités compétentes en matière d'animation socio-éducative.

Tous les membres de la commission départementale de la promotion socio-éducative sont désignés pour une durée de trois ans par le chef du service académique de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur proposition du chef du service départemental.

La commission départementale de la promotion socio-éducative est présidée par le chef du service départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs ou par un inspecteur départemental de la jeunesse et des sports. Le secrétariat est assuré par un assistant de jeunesse et d'éducation populaire qui assiste aux débats avec voix consultative.

La commission départementale de la promotion socio-éducative peut faire appel à des experts en tant que de besoin.

Art. 6. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITI.

Institution d'un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives (C. A. P. A. S. E.).

Art. 2. — Les conditions d'inscription sont les suivantes :

Avoir au moins vingt et un ans à la date limite d'inscription ;

Etre titulaire du brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE).

Art. 3. — Le C. A. P. A. S. E. est délivré à l'issue d'un cycle de promotion comprenant :

Une session d'ouverture ;

Un cycle de formation ;

Une expérience pratique ;

Des épreuves d'évaluation.